Zeitschrift: Revue Militaire Suisse

Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse

Band: 132 (1987)

Heft: 7-8

Artikel: Au sujet des négociations américano-soviétiques : va-t-on éliminer les fusées nucléaires eurostratégiques?

Autor: Brunner, Dominique

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344789

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Au sujet des négociations américano-soviétiques

Va-t-on éliminer les fusées nucléaires eurostratégiques?

par le colonel EMG Dominique Brunner

Prologue: Le sommet de Reykjavik

A en croire des sources sérieuses, le président Reagan et le secrétaire-général Gorbatchev étaient, les 11 et 12 octobre 1986, lors de leur rencontre à Reykjavik, sur le point de convenir de renoncer aux engins balistiques à tête nucléaire à portée moyenne. Au cours de leurs entretiens, conduits en partie en tête à tête, avec l'aide d'interprètes, il s'entend, ils envisagèrent même l'élimination de tous les engins balistiques aptes à frapper le territoire des deux Grands. Cet accord-là – qui n'eût pas manqué de faire sensation, trouvant l'assentiment des esprits naïfs, mais représentant sans doute, quant à ses répercussions sur la stabilité des relations entre les deux Grands et la sécurité de l'Europe, voire du monde, un événement au moins aussi grave que l'accord de Yalta de février 1945, où les Occidentaux, à commencer par Roosevelt, abandonnèrent l'Europe de l'Est aux Russes – ne vit pas le jour, et cela pour deux raisons: à cause de l'insistance de M. Gorbatchev à obtenir que l'effort américain sur le plan de la défense contre les engins – la «Strategic Defense Initiative» – ne dépasse pas le niveau de la recherche en laboratoire, d'une part, et, d'autre part, en raison de la volonté inébranlable du président Reagan de conserver la possibilité de procéder au développement et à l'essai d'un tel système défensif. On notera que la résistance de M. Reagan peut paraître sentimentale puisque l'on s'apprêtait à liquider en l'espace de dix ans la menace même – les fusées balistiques à grande portée – que le système de défense SDI est appelé à conjurer. En effet, d'autres moyens étaient imaginables s'il s'agissait de se prémunir contre une violation d'un accord de désarmement concernant les engins balistiques offensifs. Mais le résultat est là: l'opiniâtreté de l'un, voulant empêcher le développement de la SDI, et celle de l'autre, voulant au moins sauvegarder cette option, ont véritablement sauvé la dissuasion nucléaire!

Des personnalités dont la compétence ne peut être mise en doute, MM. Henry Kissinger et James Schlesinger, anciens secrétaires d'Etat respectivement au Département d'Etat et à la Défense des Etats-Unis, ont par la suite sévèrement critiqué les négociations de Reykjavik et notamment le fait que le Président se soit montré disposé à liquider ce qui a décisivement contribué à prévenir depuis plus de 40 ans une grande

guerre, la dissuasion nucléaire dont le facteur essentiel sont les fusées à grande portée, tirées du territoire des Etats-Unis et de l'Union soviétique ou de sous-marins nucléaires en plongée. Quels étaient les vrais motifs de M. Gorbatchev? On ne le saura peut-être jamais, mais on ne peut exclure que, dans les conditions qui furent celles de ce sommet improvisé, il resta intraitable quant à la SDI pour écarter, tout en sauvant les apparences, tout risque pour l'atout stratégique que l'Union soviétique s'est procuré à partir de la fin des années 60 au prix de grands sacrifices, ses quelque 2300 engins balistiques à tête nucléaire capables d'atteindre les Etats-Unis.

Le précédent des négociations de 1981 à 1983

Il faut avoir présents à l'esprit ces faits avant de s'engager dans une discussion sur les chances et mérites d'une éventuelle élimination des panoplies à portée moyenne, stationnées en Europe ou susceptibles d'atteindre l'Europe, sur laquelle l'attention des puissances et du public se concentre depuis peu. Parmi les trois domaines – la «Strategic Defense Initiative», les systèmes à portée intercontinentale et les engins à portée moyenne – qui font depuis mars 1985 l'objet des négociations de Genève entre Américains et Soviétiques, on en a choisi un, les engins à portée moyenne, dans l'intention déclarée d'aboutir rapidement.

Observons d'emblée qu'un succès des négociations vouées à ce qu'il est convenu d'appeler les INF – «Intermediate Nuclear Forces» –, et cela à brève échéance, ne serait pas dépourvu d'ironie. Car, en effet, on s'était déjà réuni à Genève pour délibérer sur le même sujet le 30 novembre 1981. Pour les Américains, qui négociaient en accord avec leurs alliés européens, il s'agissait d'obtenir une réduction décisive de l'effectif d'engins soviétiques SS-20 contre l'abandon, partiel ou complet, des engins américains Pershing-2 et Tomahawk, qui n'étaient à l'époque que prévus.

L'échéance du délai que l'OTAN s'était fixé pour l'installation de ces armes destinées à équilibrer l'énorme potentiel nucléaire soviétique à vocation européenne approchant, et les négociations restant toujours sans résultat, la fermeté des membres européens de l'OTAN, surtout de ceux qui prévoyaient le stationnement d'engins sur leur territoire, fut mise à dure épreuve. Mais fin 1983 les dirigeants de l'alliance restèrent fidèles à eux-mêmes, c'est-à-dire aux décisions qu'ils avaient arrêtées le 12 décembre 1979. Après avoir exécuté la première partie de leur plan (le «Doppelbeschluss», comme on l'a appelé en allemand) – négocier avec les Soviétiques dans l'espoir de ne pas devoir mettre en place une panoplie occidentale –, ils commencèrent l'exécution de sa deuxième partie, le réarmement nucléaire en Europe. Fin 1983, les Soviétiques étaient de ce fait au pied

du mur. Ils n'avaient plus d'autre choix que de mettre fin aux négociations de Genève. Leur manœuvre, qui consistait à faire pression sur les gouvernements européens en exploitant l'opinion des démocraties et plus particulièrement le fameux «mouvement pour la paix», avait de toute évidence échoué. Les négociations n'étaient qu'un élément dans ce jeu – proprement stratégique – et n'avaient jamais été conduites par les émissaires du Kremlin dans le but d'y faire des concessions. Mais l'on avait, à Moscou, commis une erreur de jugement quant aux gouvernements européens, on les avait sous-estimés et surestimé les tendances pacifistes en Europe en général et en République fédérale en particulier. Le mouvement pour la paix perdit, une fois que l'on fut passé aux actes, une influence politique digne de ce nom.

Les engins américains créent une nouvelle situation

Mais pourquoi une réduction notable, voire l'abandon des panoplies d'engins à portée moyenne utilisables contre l'Europe, de part et d'autre, apparaît-elle désormais possible? Car fin 1981, lorsque débutèrent les négociations précitées, les gens avertis prévoyaient l'échec.

Les chances que l'on peut, tout en restant réaliste, prêter à cette tentative renouvelée d'arriver à une réduction notable ou même l'élimination complète des engins eurostratégiques tiennent-elles à de nouvelles données stratégiques, à l'évolution du cadre politique – ou bien ne devons-nous ces perspectives encourageantes qu'à la volonté de paix du secrétaire général Gorbatchev?

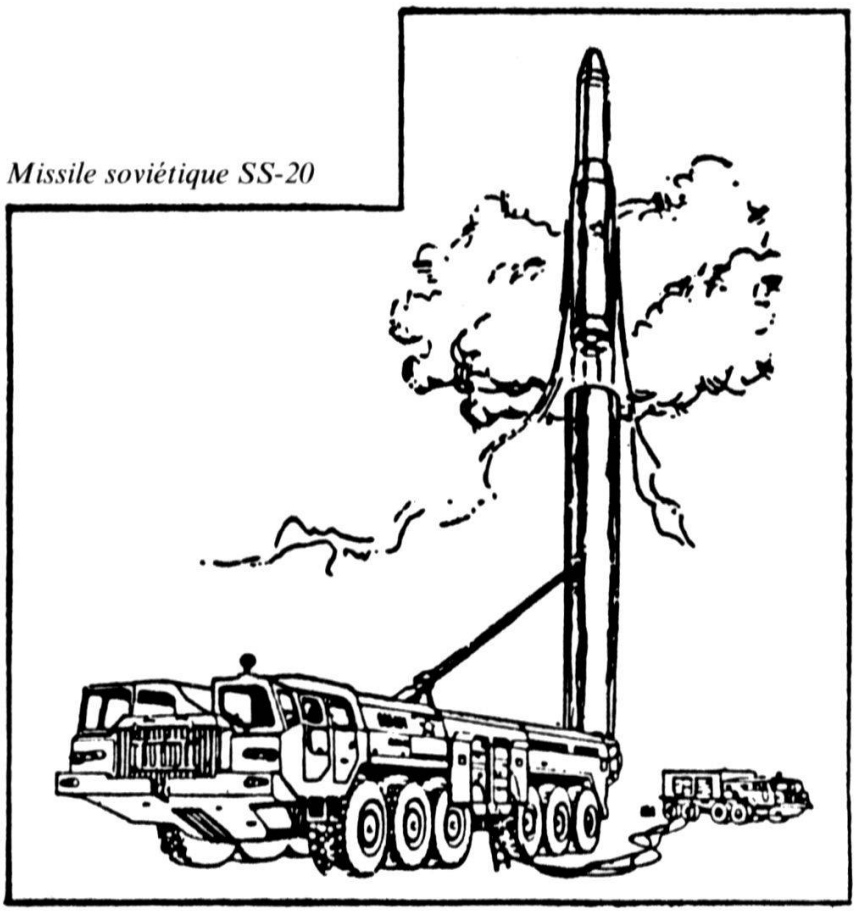
On ne devrait pas exclure d'emblée que M. Gorbatchev soit animé d'intentions sérieuses. Mais on ne devrait pas présenter les choses comme s'il était acquis que le secrétaire général veuille une véritable entente avec l'Occident et la véritable paix, laquelle exigerait que l'on enterre définitivement les plans de conquête mondiale et la hache de guerre idéologique. En effet, cette preuve reste à faire! Outre les mesures imaginables en matière de limitation des armements, ce que le Kremlin pourrait faire de plus convaincant en vue de cela serait de rendre leur liberté aux pays d'Europe de l'Est. Il est évident que nous sommes encore bien éloignés de ce genre de «preuve par l'acte».

Mais les données stratégiques semblent, en l'occurrence, plus importantes. Par rapport à 1981, la situation a profondément évolué. Désormais, plus de 300 engins à portée moyenne, dont toutes les fusées balistiques Pershing-2 prévues, sont en place dans des pays d'Europe de l'Ouest. Ces armes ne sont dotées que de charges relativement modestes, de 5 à 50 ou 200 kilotonnes, mais se caractérisent par une précision impressionnante. L'écart moyen ou le rayon du cercle à l'intérieur duquel 50% des charges exploseraient s'élève à 20 ou 40 mètres.

Ces Pershing-2 et engins de croisière Tomahawk ne sont, en revanche, pas comparables aux engins soviétiques SS-20 dont chacun dispose de trois charges indépendantes de 150 kilotonnes. La portée des Pershing-2 est de 1800 km, celle des Tomahawk de 2500 contre 5000 pour les SS-20. Même tiré de derrière l'Oural, l'engin SS-20 couvre la France et le sud de l'Angleterre. De plus, les SS-20 sont mobiles, peuvent rapidement changer d'emplacement et, de ce fait, être soustraits à des attaques. Enfin, selon des renseignements de source occidentale, chaque lanceur de SS-20 peut être rechargé et disposerait d'un deuxième engin. Si cela s'applique à l'ensemble des SS-20 disponibles – quelque 440 –, il y aurait 880 engins correspondant à plus de 2600 têtes nucléaires pouvant être lancées à la distance évoquée de 5000 kilomètres. Autre chose, cela saute aux yeux, que la panoplie dont dispose l'OTAN!

Effet du stationnement des engins américains

Néanmoins, il est indéniable que la mise en place des engins américains précités n'a pas seulement aidé à rétablir la situation au niveau psychologique, mais qu'elle a élargi le champ



Missile soviétique SS-20

d'action stratégique de l'OTAN. Pershing-2 et engins de croisière américains ne sont pas destinés à combattre des objectifs de dimensions étendues telles des villes ou des concentrations industrielles. Ils ont pour mission de détruire des objectifs militaires fortement protégés. La précision de ces armes qui permet d'éviter ce qu'il est convenu d'appeler les «collateral damages», des destructions affectant la population, les agglomérations, accroît la crédibilité de la menace de les utiliser en cas de conflit. La dissuasion de l'OTAN en a profité. Et c'est ainsi qu'apparaît la différence fondamentale entre la situation de l'Occident à la veille des négociations de 1981 et celles qui sont présentement en cours.

En 1981, les négociateurs américains n'avaient rien en main – excepté la menace de mettre à exécution leur dessein de stationner les nouveaux engins, si les Soviétiques ne consentaient pas à renoncer à leurs SS-20. Peut-être le Kremlin aurait-il fait des concessions, même dans cette situation, si tant de gens, hommes politiques et journalistes, n'avaient pas, en Europe et particulièrement en République fédérale, manifesté leur opposition à toute réaction de l'Alliance atlantique à la menace croissante que faisaient peser sur elle les SS-20. La tentation, pour Moscou, était trop forte d'essayer de tout obtenir en exploitant le mouvement pour la paix et l'opportunisme de certains en Europe, c'est-à-dire de maintenir sa panoplie de SS-20 et de forcer les gouvernements européens à renoncer à leur réarmement. Mais maintenant que plus de la moitié des engins prévus sont opérationnels – les décisions de décembre 1979 portent sur 108 fusées Pershing et 464 engins de croisière, soit 572 armes –, on ne peut plus nourrir d'illusions quant à la résolution de l'OTAN.

Le rôle stratégique des panoplies à portée moyenne

Nous n'avons jamais caché que nous estimions que les deux Grands ne mettraient en cause aucun intérêt stratégique important en renonçant aux fusées ou engins à portée moyenne. Nous le disions en 1981 dans l'ouvrage publié à l'occasion du 175e anniversaire de la Société des officiers de Winterthour «Landesverteidigung in der Zukunft», tout comme l'année dernière dans le livre édité par Walter Wittmann *Landesverteidigung 2010*. C'est que ce genre d'armes n'a jamais rien été d'autre qu'une solution de rechange. Qu'on se reporte aux situations où les Soviétiques, autant que les Américains, eurent recours à la mise en place de fusées à portée moyenne.

A peine les Soviétiques eurent-ils lancé, dès octobre 1957, les premiers satellites dans l'espace, prouvant ainsi qu'ils détenaient des fusées balistiques d'une certaine puissance, qu'on craignit aux Etats-Unis qu'ils n'aient pris une avance considérable dans le domaine de la technique spatiale.

Raymond Aron a, dans *Le Grand Débat*, résumé ce qui se produisit de la façon suivante: «On peut admettre qu'une autre période s'ouvre avec le lancement par les Soviétiques du premier Spoutnik, en octobre 1957. En fait, la menace qui pesait sur le territoire américain ne fut pas décisivement accrue dans l'immédiat. Entre 1958 et 1960, les Soviétiques construisirent en priorité des engins balistiques à moyenne portée (MRBM) et non des engins intercontinentaux (ICBM), s'il est vrai, comme l'affirment les experts américains, qu'ils ne possédaient, en janvier 1963, qu'entre 50 et 100 engins intercontinentaux. Mais l'effet psychologique de l'avance apparemment prise dans la mise au point des engins (plus précisément dans la poussée des moteurs des fusées) et dans l'exploration de l'espace fut hors de proportion avec la modification réelle de la relation de forces... En deuxième lieu, les dirigeants, civils et militaires, des Etats-Unis amplifièrent la portée des événements en demandant à leurs alliés d'accepter sur leur sol des rampes de lancement d'engins à moyenne portée: Jupiter en Turquie (15), Thor en Italie (30) et en Grande-Bretagne (60). Tout se passait comme si, l'un n'ayant que des engins à moyenne portée et l'autre des engins intercontinentaux, les Etats-Unis avaient désormais besoin, pour établir l'équilibre de la dissuasion, du concours spatial de leurs alliés dont ils étaient, dans la phase précédente, les protecteurs et dont ils utilisaient déjà les bases mais en conservant de l'autre côté de l'Atlantique la force de dissuasion majeure (le S.A.C.).»

En rétrospective, il apparaît que les dirigeants américains furent, devant le lancement des Spoutniks, comme pris de panique. Car bientôt des techniques de reconnaissance perfectionnées, les avions U-2 et surtout les satellites de reconnaissance, confirmèrent que les Soviétiques produisaient effectivement, comme M. Khrouchtchev l'avait annoncé, des fusées «comme des saucisses», mais qu'il s'agissait de fusées à portée moyenne et non intercontinentale. Le rapport annuel du Département de la défense des Etats-Unis soulignait le 1er février 1983: «Au début des années 60, les Etats-Unis détenaient plus de 7000 armes nucléaires stratégiques, engagées la plupart par des B-47 et les bombardiers B-52, alors récents. L'Union soviétique avait moins de 500 charges stratégiques.»

Avant même que les 105 fusées américaines à portée moyenne, proposées à certains alliés peu avant, n'aient toutes été installées, Washington décidait leur retrait. Maintenant, on jugeait le rapport des forces différemment – pour la raison évoquée ci-dessus. Les Américains étaient certains de disposer d'une capacité stratégique de riposte écrasante, d'une «assured destruction capability» leur permettant en tout état de cause d'infliger à l'URSS, après avoir subi une première frappe soviétique, des destructions épouvantables. Cette ca-

pacité de deuxième frappe devait d'ailleurs s'accroître considérablement au cours des années 60 – un quart ou un tiers de la population soviétique, trois quarts du potentiel industriel. Aussi n'eut-on aucune peine à s'accommoder d'une sorte de monopole quant aux engins eurostratégiques que les Soviétiques maintinrent. En 1964, on estimait à plus de 700 l'effectif d'engins soviétiques des types SS-4 et SS-5.

Pour les Soviétiques, il s'agissait avec ces armes à portée moyenne de rétablir le rapport des forces nucléaires. Les alliés européens des Etats-Unis faisaient fonction d'otages. Certes, grâce à leurs moyens supérieurs, les Américains pourraient frapper très durement l'URSS. Mais l'Europe n'en serait pas moins dévastée. On rétablissait la dissuasion.

C'est précisément parce que le potentiel d'engins de portée moyenne ne joue pas de rôle décisif dès que l'on détient des armes intercontinentales – tirées à partir de sous-marins ou du territoire des Grands – en nombre suffisant qu'on peut accuser les gouvernants soviétiques d'avoir provoqué le déploiement des Pershing-2 et des Cruise missiles. Sans l'installation rapide, dès 1977, des SS-20, lesquelles représentaient un progrès considérable par rapport aux SS-4 et SS-5 au point de vue flexibilité, précision et portée, l'OTAN n'aurait ni prévu, ni mis en place ses propres engins eurostratégiques. Or, fin des années 70, la supériorité quantitative des Soviétiques en matière d'engins intercontinentaux était établie, l'accord SALT I du 26 mai 1972 concédant à l'URSS, sur la base des forces alors disponibles ou en construction, 2358 rampes de lancement contre 1710 aux Etats-Unis. Et les avantages qualitatifs que procurent aux Soviétiques leurs 660 engins lourds SS-18 et SS-19, capables de détruire au sol l'essentiel du millier d'engins intercontinentaux américains – le SS-18 transporte 10 charges de 500 kilotonnes chacune, le SS-19, 6 de 550 kilotonnes –, étaient à l'époque connus.

Prendre les Soviétiques au mot

Entre-temps, ces avantages sont en voie d'être compensés, du côté américain, par la mise en service du nouveau bombardier B-1B, des premiers engins «Peacekeeper», l'ancien MX, et l'introduction prévue pour fin 1989 de l'engin Trident 2 engagé à partir de sous-marins du type Ohio. On peut donc, stratégiquement parlant, assumer la responsabilité de prendre désormais sérieusement en considération «l'option zéro» quant aux engins eurostratégiques offerte par l'administration Reagan il y a plusieurs années déjà. Qu'on prenne donc Gorbatchev et les siens au mot! La sécurité de l'Europe dépend bien moins des engins à portée moyenne que de forces stratégiques américaines mettant les Etats-Unis en mesure de menacer les Soviétiques de façon crédible des foudres nucléaires en cas d'une atta-

que de grande envergure de ceux-ci contre les alliés européens. Et elle dépend, évidemment, de forces classiques de l'Alliance suffisantes – donc plus nombreuses que celles qui sont aujourd'hui disponibles, notamment dans la région s'étendant de la mer du Nord aux Alpes.

La supériorité soviétique, dont on parle beaucoup présentement, en matière d'engins d'une portée de moins de 1000 kilomètres, en fait des armes tactiques ou opératives, mais non pas stratégiques, n'est certes pas à négliger. Mais elle ne revêt pas une importance essentielle tant que les deux facteurs principaux – possibilités stratégiques des Etats-Unis, capacité défensive suffisante de l'OTAN au niveau classique – sont satisfaisants. En outre, on discute momentanément comme s'il n'y avait que des fusées et pas d'avions.

L'OTAN dispose – comme le Pacte de Varsovie qui en a plus, mais qui sont qualitativement en partie inférieurs – d'un grand nombre de chasseurs-bombardiers ou de bombardiers qui peuvent aussi bien lancer des bombes classiques que nucléaires ou des fusées air-sol à tête conventionnelle ou nucléaire. Ces avions – F-4, F-16, Tornado, Jaguar, F-111, voire les FB-111 qui, eux, sont officiellement «eurostratégiques» comme les Tu-22 M Backfire soviétiques – ne feront vraisemblablement pas l'objet de négociations dans un avenir prévisible. Leur mission principale est d'ordre conventionnel. Il est donc faux d'affirmer que l'on dénucléariserait l'Europe en éliminant, outre les engins à portée moyenne, ceux d'une portée de 1000 à 500 kilomètres.

Il reste évidemment surprenant avec quelle facilité le secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique saisit la balle au vol: des alliés européens des Etats-Unis s'inquiètent de voir subsister une nette supériorité soviétique au niveau des fusées à courte portée en cas de réduction considérable ou d'élimination des engins eurostratégiques, et voilà M. Gorbatchev qui propose de s'en passer également! Qu'en dit l'armée soviétique? Et quelles sont les modalités de ces actes de désarmement? Les modalités proposées par les Soviétiques permettront de mieux juger leurs intentions profondes. Quoi qu'il en soit, hommes politiques et journalistes auraient intérêt à tirer des leçons de la période 81 à 83, à ne pas répéter leurs erreurs de jugement et à avoir présent à l'esprit ce que l'homme le plus expérimenté, pour ce qui est des négociations avec les Soviétiques, M. Henry Kissinger, remarque dans le tome I de ses *Mémoires*: dans des négociations avec les Soviétiques, rien ne se passe simplement.

D.B.